

La lettre du département Accompagnement des Entreprises
sur l'actualité emploi, économie, travail et relations sociales

N°40

Janvier 2026

MESURES DE SOUTIEN A L'EMPLOI ET A L'ACTIVITE ECONOMIQUE

AIDES A L'INVESTISSEMENT / INNOVATION

Challenge IA pour l'Industrie (Région IDF) : la Région, l'EIT Manufacturing, Fives et Michelin invitent les entreprises de toute taille à leur soumettre des solutions qui s'appuient sur l'IA pour améliorer la conception industrielle. À la clé une subvention pouvant aller **jusqu'à 500 000 euros**

Appel à candidatures jusqu'au 10 février 2026.

[En savoir plus](#)  [Challenge IA pour l'Industrie | Région Île-de-France](#)

Le Perqo – incubateur de startup (Région IDF) : cet incubateur est de nouveau ouvert aux candidatures et conserve ses 3 thématiques, à savoir **transition écologique, IA à impact et handicap et autonomie**, et ses 2 formules d'incubation selon le degré de maturité de l'entreprise. Les projets doivent porter une innovation à impact social et/ou environnemental et être domiciliés en Île-de-France (porteur ou projet).

Appel à candidatures jusqu'au 9 mars 2026.

[En savoir plus](#)  [Le Perqo : rejoignez la 7e promotion de l'incubateur de la Région | Région Île-de-France](#)

Challenge AI for Space (Région IDF) : la Région et le Centre national d'études spatiales invitent les entreprises et les laboratoires à utiliser l'intelligence artificielle pour **mieux exploiter les données satellitaires** au profit de la sûreté industrielle, la sécurité, l'énergie, l'environnement et les risques environnementaux.

Appel à candidatures jusqu'au 13 mars 2026.

[En savoir plus](#)  [Challenge AI for Space | Région Île-de-France](#)

Challenge AI pour la Santé - Alzheimer (Région IDF) : la Région s'associe à l'Inserm, au biocluster Brain&Mind et au pôle de compétitivité Medicen Paris Region pour lancer un Challenge IA consacré au **traitement de la maladie d'Alzheimer**. Doté de 1 M€, il est ouvert aux entreprises de toutes tailles.

Appel à candidatures jusqu'au 20 mars 2026.

[En savoir plus](#)  [Challenge IA pour la Santé 2026 | Région Île-de-France](#)

PM'up Jeunes pousses industrielles (Région IDF) : la Région aide les entreprises de moins de 250 salariés qui implantent pour la première fois une usine en suivant une stratégie de **décarbonation, d'efficacité énergétique et un processus de production circulaire**. Webinaires de présentation de l'aide les **10 février et 10 mars**.

Dépôt des dossiers **jusqu'au 23 mars**.

[En savoir plus](#) ➔ [PM'up Jeunes pousses industrielles | Région Île-de-France](#)

FISCALITE

Hausse du plafond des titres-restaurant 2026 : la contribution employeur aux titres-restaurant bénéficie d'un nouveau seuil d'exonération cette année. Retrouvez **les barèmes actualisés et les conditions de prise en charge** pour appliquer sereinement ces nouvelles dispositions au sein de votre entreprise.

[En savoir plus](#) ➔ [Cotisations et contributions sociales -Titres-restaurant : augmentation du plafond d'exonération | Service Public Entreprendre](#)

AIDES A L'EMPLOI

Aide apprentissage - montants 2026 : depuis le 1er janvier 2026, les conditions d'attribution de l'aide à l'apprentissage ont été revues. Consultez ce guide pour connaître le montant exact auquel votre entreprise peut prétendre **selon le profil de vos candidats et la date de signature de vos contrats**.

[Consulter](#) ➔ [Embauche d'un apprenti : vous avez droit à des aides | Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et énergétique](#)

ACCOMPAGNEMENT/FORMATION

ACCOMPAGNEMENT

Services à la personne (SAP) : le nouveau site internet DGE dédié aux SAP a été mis en ligne le jeudi 15 janvier 2026. Vous y trouverez une information mise à jour et mieux structurée, pour les professionnels, les salariés et les particuliers et **des pages « repères » pour tout savoir sur les SAP, et connaître les dernières actualités...**

[Découvrir](#) ➔ [Accueil | Services à la personne \(SAP\)](#)

Insertion professionnelle des étrangers : le ministère de l'Intérieur a rédigé deux livrets à destination des employeurs qui portent sur le recrutement :

- D'une personne de nationalité étrangère présente en France ;
- D'une personne réfugiée ;

Ces documents précisent le **cadre légal de l'embauche, les dispositifs de recrutement et les possibilités de financement** qui peuvent être proposées pour former le nouveau candidat à vos besoins. Ils présentent aussi les **outils d'accompagnement des salariés** ainsi que les **acteurs spécialisés** dans le suivi de ces publics.

Découvrir



[Recruter une personne de nationalité étrangère présente en France / L'immigration professionnelle / Immigration - Direction générale des étrangers en France - Ministère de l'Intérieur](#)

Cybersécurité : mots de passe faibles ou réutilisés, ouverture de pièces jointes ou liens malveillants, absence de mises à jour logicielles... Saviez-vous que 90 % des cyberattaques sont le fait d'erreurs humaines ? Consultez les règles essentielles pour **protéger votre entreprise, sensibiliser vos équipes et réagir efficacement** en cas de menace.

Consulter



[Entreprises : quelles règles de cybersécurité appliquer ? | Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et énergétique](#)

Protection des données à l'étranger : vous vous déplacez à l'étranger dans le cadre de votre activité professionnelle ? Attention aux **données sensibles sur votre ordinateur, tablette et smartphone** ! Voici les bonnes pratiques à appliquer et à relayer auprès de vos salariés.

En savoir plus



[Entreprises : comment protéger vos données sensibles lors de déplacements à l'étranger ? | Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et énergétique](#)

Création d'une boutique en ligne : CMS, développement sur mesure ou solutions SaaS intégrant l'IA générative... Quelle option choisir pour votre site ? **Des mentions légales obligatoires aux solutions de paiement**, voici les étapes pour lancer votre boutique en ligne sereinement.

Découvrir



[Créer votre boutique en ligne : mode d'emploi | Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et énergétique](#)

FORMATION

Télétravail et protection des données : le télétravail offre flexibilité et productivité, mais expose les TPE-PME à des risques cyber accusés (hameçonnage, fuites de données, rançongiciel). Un webinaire organisé le **29 janvier 2026 de 12h à 13h** vous donne les clés pour sécuriser vos accès, protéger vos équipements et sensibiliser vos équipes, **sans investissement lourd**.

S'inscrire



[Webinaire Entreprises - Sécuriser le télétravail dans les TPE PME - Protégez vos données et votre activité - francenum.gouv.fr](#)

AUTRES INFORMATIONS

EVENEMENTS

Atelier difficultés des structures de l'ESS : associations, coopératives, entreprises ESUS... Vous traversez un passage difficile ? Participez à une matinée d'échanges sur les outils et accompagnements mobilisables

en cas de difficultés économiques et financières, le **6 février 2026 de 9h30 à 12h à la Fabrique de Cachan**. Des speed-meeting seront organisés afin d'échanger sur vos situations individuelles avec les partenaires du Grand Orly Seine Bièvre : DRIEETS, Urssaf, CRESS, France Active Métropole, BGE Adil, Service d'appui RH...



[S'inscrire](#)

➡ [Matinée de prévention des difficultés des structures de l'ESS | Grand Orly Seine Bièvre](#)

FORMALITES / OBLIGATIONS

Déclaration seniors : vous avez jusqu'au **2 février 2026** pour déclarer via la DSN les **départs de salariés seniors intervenus en 2025**. Cette formalité est indispensable pour éviter une pénalité forfaitaire importante. Découvrez les profils concernés et les informations à transmettre impérativement.

[Découvrir](#)

➡ [Ressources humaines -Effectuez votre déclaration annuelle de départ des seniors | Service Public Entreprendre](#)

Changements RH au 1^{er} janvier 2026 : la gestion de vos ressources humaines connaît des changements majeurs depuis ce début d'année. Accédez à une synthèse claire des **décrets adoptés** et des **dispositifs maintenus** pour piloter votre entreprise en toute conformité.

[En savoir plus](#)

➡ [Entreprises : ce qui change au 1er janvier 2026 | Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et énergétique](#)

Nouveau portail « Mes démarches travail » : le ministère du Travail met en place d'un nouveau portail regroupant **plusieurs services de télédéclaration**. Il vous permet de réaliser simplement vos démarches auprès de l'administration du travail et de l'inspection du travail.

[Découvrir](#)

➡ [Mes démarches travail](#)

Nouveaux seuils de marchés publics : au 1^{er} janvier 2026, les montants déclenchant les procédures formalisées ont été modifiés pour une durée de deux ans. Ces nouveaux seuils sont légèrement **revus à la baisse**. Prenez connaissance des chiffres officiels pour adapter votre stratégie de réponse aux futurs appels d'offres.

[Faire le point](#)

➡ [Commande publique -Marchés publics : nouveaux seuils et simplification pour les marchés de travaux | Service Public Entreprendre](#)

Conformité des sites web : micro-entrepreneur ou dirigeant d'entreprise, votre site internet est soumis à des règles strictes. **Mentions légales, RGPD, gestion des cookies, résiliation en ligne...** Faites le point sur vos obligations pour sécuriser votre activité et informer correctement vos visiteurs.

[Faire le point](#)

➡ [Mentions sur votre site internet : les obligations à respecter | Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et énergétique](#)

Bilan des émissions de gaz à effet de serre 2025 (BEGES) : le BEGES est obligatoire pour certaines entreprises. Comment le réaliser ? Quels outils utiliser ? Voici comment aborder sereinement cette obligation et en faire un levier pour votre transition écologique.

Découvrir  [Comment établir le bilan des émissions de gaz à effet de serre d'une entreprise ? | Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et énergétique](#)

Emploi des seniors : contrat dédié, entretiens professionnels enrichis, négociation renforcée... Voici les nouveaux dispositifs inédits pour mieux accompagner les salariés seniors et reconnaître leur expertise. Découvrez les mesures phares à mettre en place dans votre entreprise.

Découvrir  [Recrutement -Emploi des salariés séniors : quels changements ? | Service Public Entreprendre](#)

Fiscalité de la société par actions simplifiée (SAS) : la SAS répond à une fiscalité particulière. Déclaration des résultats selon votre régime d'imposition, taxes dont vous êtes redevable et avantages fiscaux... Voici l'essentiel à connaître.

Découvrir  [Fiscalité de la société par actions simplifiée \(SAS\) : ce qu'il faut savoir | Service Public Entreprendre](#)

Congé de maternité : aménagement de poste, protection contre le licenciement ou encore maintien du salaire, la gestion de la maternité en entreprise requiert une vigilance particulière. Décryptez le cadre réglementaire actuel et les nouvelles dispositions applicables dès juillet 2026 pour accompagner au mieux vos équipes.

Découvrir  [Congé de maternité : quelles sont vos obligations en tant qu'employeur ? | Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et énergétique](#)

Heures supplémentaires / calcul avec congés : la Cour de cassation consolide sa jurisprudence en la matière. La prise de congés payés ne doit plus impacter le calcul des heures supplémentaires. Découvrez comment cette règle s'applique désormais aux cycles de deux semaines pour protéger le droit au repos de vos salariés.

Découvrir  [Ressources humaines -La Cour de cassation confirme la prise en compte des congés pour le calcul des heures supplémentaires | Service Public Entreprendre](#)

Plateforme de facturation électronique : en vue de l'obligation de réception du 1^{er} septembre 2026, la liste des 101 premières plateformes de facturation électronique agréées par l'État est désormais disponible. Ce répertoire officiel vous permet de choisir dès maintenant votre futur outil.

Découvrir  [Facturation électronique : la liste des 101 premières plateformes agréées est disponible | Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et énergétique](#)

APE 2027 : toutes les entreprises recevront un nouveau code APE en 2027. Pour anticiper ce changement, visualisez dès à présent votre futur identifiant. Cette consultation anticipée vous permet de vérifier la conformité de votre secteur d'activité et de solliciter une rectification simplifiée en cas d'erreur.

Consulter  [Nouveau code APE : entreprises, vérifiez-le dès à présent | Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et énergétique](#)

Déclaration d'accidents installation classée : depuis le 1er janvier 2026, le signalement de tout accident ou incident survenu dans une installation classée (ICPE) doit impérativement passer par le **nouveau service en ligne dédié**. Ne tardez pas à vous familiariser avec cette procédure dématérialisée.

[Consulter](#)



[Environnement -Déclaration d'un accident ou d'un incident dans une ICPE : une nouvelle démarche en ligne est disponible | Service Public Entreprendre](#)

ACTUALITES CONDITIONS DE TRAVAIL ET RELATIONS SOCIALES

SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

Plateforme « Net-entreprises.fr » : Net-entreprises.fr est la plateforme officielle des déclarations sociales en ligne. Elle propose depuis peu **3 nouvelles fonctionnalités** afin de simplifier vos démarches et renforcer la transparence du compte accidents du travail et maladies professionnelles (AT/MP).

[En savoir plus](#)



[Sécurité au travail -Les nouvelles fonctionnalités du compte AT/MP | Service Public Entreprendre](#)

Campagne de prévention des accidents du travail : en 2024, 764 accidents du travail ont été mortels en France. Chaque jour, 2 salariés perdent la vie et plus de 100 sont gravement blessés. Le ministère du Travail lance une campagne pour inverser la tendance. Chutes, risques routiers, manutention... **Découvrez les facteurs aggravants et les outils pour protéger vos équipes.**

[Découvrir](#)



[Sécurité -Comment limiter les accidents du travail graves et mortels ? | Service Public Entreprendre](#)

Aides pour la prévention des risques professionnels : diminuer les risques professionnels et protéger vos salariés font partie de vos obligations. Plusieurs subventions sont à votre disposition pour y parvenir. L'une d'elles vise à **prévenir les risques psychosociaux**, comme le stress ou la surcharge de travail. Son montant peut atteindre **25 000 €**.

[En savoir plus](#)



[Prévention des risques professionnels : vous avez droit à des aides | Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et énergétique](#)

Violences Sexuelles et Sexistes au Travail (VSST) : vous êtes dirigeants de PME, managers et référents VSST et souhaitez-vous lancer concrètement dans la prévention des VSST, sans entrer dans une logique de formation théorique ou académique ? Découvrez la **Mallette outillée VSST** réalisée par **l'Aract Île de France en partenariat avec la Dreets Île-de-France** et le groupe de travail "Prévention du sexisme" du Plan Régional Santé Travail 4 d'Île-de-France.

[Découvrir](#)



[Mallette outillée Violences Sexuelles et Sexistes au Travail \(VSST\) | Anact](#)

Risques psychosociaux (RPS) : la **Mallette RPS** est un nouveau parcours clé-en-main pour prévenir les risques psychosociaux. Pensée pour accompagner pas à pas les petites entreprises, de la sensibilisation à l'action concrète, elle propose un parcours digital opérationnel. Fruit d'une collaboration entre les **Aract**

Île-de-France et Occitanie, elle est disponible en accès libre. Découvrez-la et engagez une démarche de prévention.

[En savoir plus](#) ➔ [Parcours digitalisé "Mallette RPS" : le fruit d'une collaboration Occitanie - Île-de-France | Anact](#)

Inaptitude : votre salarié juge son poste de reclassement incompatible avec son état de santé ? Attention, une décision de justice récente vous impose de vérifier cette compatibilité **auprès du médecin du travail**.

[En savoir plus](#) ➔ [Ressources humaines -Inaptitude : un nouvel avis médical est exigé si le salarié refuse le reclassement proposé | Service Public Entreprendre](#)

DIALOGUE SOCIAL

Elections du comité social et économique (CSE) : votre entreprise compte 11 salariés ou plus ? Les élections du CSE sont une obligation légale à ne pas négliger. Identifiez les **étapes clés**, les **délais à respecter** et les **bonnes pratiques** pour organiser ce scrutin dans les règles et selon la taille de votre entreprise.

[En savoir plus](#) ➔ [Élections du CSE dans les entreprises de 11 salariés et plus | Service Public Entreprendre](#)

CONDITIONS DE TRAVAIL

QVCT dans les établissements sociaux, médicaux sociaux et sanitaires : découvrez ce kit réalisé par l'Aract Île-de-France en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France. Il vous guidera pas à pas dans votre démarche QVCT : guides méthodologiques, cas d'entreprises, outils pratiques téléchargeables et documents de communication.



[En savoir plus](#) ➔ [Kit QVCT pour les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux | Anact](#)